

★ DERNIER NUMÉRO ANCIENS NUMÉROS LES ARTICLES LES BRÈVES SUR LE BOUT DES DOIGTS

OCIÉTÉ

Coronavirus et confinement : Vie Féminine appelle à des mesures urgentes pour les droits des femmes

PAR SABINE PANET — N°227 / P. WEB • MARS 2020

m'aider »

Mots-clés Belgique Féminisme Politique Santé Droits Rencon

Simone de Beauvoir le savait: «N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crisepolitique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question.» Le moment de la crise est venuet prend la forme d'une pandémie de coronavirus (Covid-19), qui frappe notre pays et le monde Le mouvement Vie Féminine appelle à des mesures urgentes pour protéger les droits des femmes. Hafida Bachir, secrétaire politique du mouvement, nous explique pourquoi.



indirectement par la pandémie. Que se passe-t-il exactement ?

« Nous sommes un mouvement de femmes. Lorsque le confinement a été annoncé, de nombreuses inquiétudes de femmes de notre réseau sont emontées : la perspective du redoublement des violences conjugales, la situation de

remontées: la perspective du redoublement des violences conjugales, la situation des femmes seules avec des enfants, des femmes avec des enfants handicapés... Nous avons aussi été alertées par ce qui était déjà à l'œuvre dans d'autres pays, en Italie en particulier. Nous savions que ce serait la même chose chez nous. Très vite la situation s'est précisée. Nous avons dû nous organiser pour garder le contact avec les femmes et engranger tous ces témoignages. Nous avons ainsi pu identifier, dans l'urgence, une série d'enjeux et de mesures à prendre par les différents niveaux de pouvoir. »

• À lire/Violences masculines en période de confinement : « Personne ne viendra

Vous pointez particulièrement le rôle actif que devrait jouer la Conférence

« En effet, cet espace de dialogue et de mise en place de politiques concertées, entre entités fédérées et le fédéral, a été créé récemment [sous l'impulsion des trois

interministérielle « Droits des femmes « (CIM) qui s'est récemment mise en place.

ministres francophones compétentes, Bénédicte Linard (Ecolo) pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, Christie Morreale (PS) pour la Région wallonne et Nawal Ben Hamou (PS) pour la Région bruxelloise, et avec l'appui de la Première ministre Sophie Wilmès (MR), ndlr]. Cette CIM a pour priorité la lutte contre les violences faites aux femmes, ce qui a tout son sens. Mais dans le contexte actuel, nous appelons la CIM à travailler aussi sur d'autres questions. Bien sûr, la question des violences est cruciale! Des mesures d'hébergement et de soutien aux femmes victimes doivent être prises, non seulement par les entités fédérées, mais aussi par le fédéral, de façon concertée. Audelà de cet enjeu, la CIM doit permettre de regarder globalement tout ce que vivent les femmes en confinement aujourd'hui et de garantir leurs droits dans tous les domaines. Il est urgent d'avoir ce regard global. Il faut que tout le monde se parle. »



sur les droits économiques des femmes. Pouvez-vous nous en dire plus ?

« On part d'une situation qui est déjà problématique. Les femmes sont dans des

chômage temporaire. D'après les témoignages que l'on reçoit, certaines femmes sont

boulots précaires, dans l'intérim, avec des revenus bas... Ces situations vont

s'aggraver à cause du confinement, que ce soit pour les femmes qui n'ont pas de travail ou pour celles qui se retrouveront avec des revenus réduits dans les cas de

même obligées de prendre des congés non rémunérés... Dans les médias, on entend beaucoup parler de télétravail, mais cela ne concerne qu'une minorité de travailleuses... Sans parler de celles qui se retrouvent en plus à devoir s'occuper toute la journée de leurs enfants. Il n'y a pas de solution miracle, mais il faut tenir compte de ces situations spécifiques.

Un autre exemple que nous faisons remonter, sur le marché de l'emploi celui-là, est le cas des accueillantes d'enfants à domicile. Peu d'entre elles sont salariées, la plupart ont encore l'ancien statut. Leur salaire est déterminé par le nombre

d'enfants accueillis, mais actuellement on

est à 10 ou 15 % de présence, parfois plus

de présence du tout. C'est dramatique pour elles, alors qu'elles restent disponibles pour accueillir les enfants des travailleurs/euses

enfants des

travailleurs/euses de

première ligne...»

de l'ONE à ce sujet.

faut suspendre les crédits, et pas uniquement les crédits hypothécaires. Il faut prévoir des échelonnements, pour que les femmes ne soient pas mises à mal. Nous pensons aussi au cas des femmes qui sont en règlement collectif de dettes avec un ex-conjoint insolvable : nous demandons l'annulation de ces dettes pour que ces femmes

A lire/Coronavirus en Argentine : des mesures gouvernementales pour éviter les

puissent faire face à la réalité et à l'impact du confinement. »

de première ligne... Nous avons attiré l'attention de la ministre Bénédicte Linard et

Enfin, en termes de revenus et d'autonomie financière des femmes, nous disons qu'il

Les droits sociaux risquent-ils aussi d'être mis à mal ?

« Pour nous, les CPAS doivent continuer à jouer leur rôle de première ligne, pour les demandes et les attributions de revenu

« Des femmes nous disent que certains CPAS ne rénondent

jouer leur rôle de première ligne, pour les demandes et les attributions de revenu d'intégration sociale (RIS) mais aussi pour toutes les autres aides. Il faut donc garantir leur accessibilité, mais des femmes nous disent que certains CPAS ne répondent même plus au téléphone!»

Membre plus au téléphone!

Wes femmes nous disent que certains CPAS ne répondent même plus au téléphone!

Même plus au téléphone!

qui s'étaient accélérées ces derniers temps vis-à-vis des bénéficiaires du RIS ou de la

GRAPA par exemple, sont stoppés actuellement. C'est tant mieux. Mais ces arrêts ne doivent pas être préjudiciables aux personnes concernées, qui n'ont rien demandé.

Nous réclamons donc que la période de confinement soit « neutralisée ». »

« Leur situation est déjà très précaire. Cela devient de plus en plus difficile pour elles, par exemple quand elles se déplacent, puisque aujourd'hui le confinement imposé amène davantage de contrôles. Nous voulons une simplification et une accélération

Vous alertez également sur la situation des femmes sans papiers.

de l'accès des personnes sans papiers à la carte médicale urgente pour les soins de santé. Parfois les procédures sont lentes et certaines catégories de personnes s'en voient refuser l'accès. Nous demandons donc à ce que cette carte soit octroyée à toutes les personnes sans papiers pendant la crise du coronavirus.

Nous soutenons aussi les propositions de la Coordination des sans-papiers qui demande la réquisition des espaces vides pour les personnes sans papiers et sans abri. Car pour rester chez soi, il faut avoir un chez-soi... Spécifiquement en ce qui concerne les femmes, y compris avec enfants, nous demandons de mettre en œuvre

ce que préconise l'Ilôt : leur donner accès à des hôtels, dans des conditions sanitaires

femmes, lorsqu'elles sont victimes de violences, soient accueillies dans les centres

adéquates pour éviter la propagation du virus. Nous demandons aussi que ces

d'hébergement des victimes et que cet accueil leur ouvre la possibilité d'une régularisation. Enfin, en Région bruxelloise, nous sommes alertées par le fait que la plupart des magasins d'alimentation demandent des paiements par carte et non par cash: or les femmes sans papiers n'ont pas de carte bancaire... »

Un dernier exemple à pointer parmi les mesures que vous réclamez: celui du secteur de l'aide et des soins à domicile.

« Pour nous, c'est très important de soutenir les secteurs de l'aide et des soins à domicile. Ce sont des secteurs très féminisés et indispensables, pour les soins mais aussi au-delà des soins. Pour toute une série de personnes – personnes âgées, malades ou handicapées –, ce sont souvent leurs seuls contacts. Il faut protéger le personnel du secteur dans l'exercice de ses fonctions. Certaines aides à domicile

personnel du secteur dans l'exercice de ses fonctions. Certaines aides à domicile n'ont même pas de masque, elles doivent se débrouiller toutes seules! Pourtant, l'aide et les soins à domicile sont absolument essentiels, en ce moment en particulier, notamment pour les femmes seules avec enfants, pour les familles en situation de précarité...

Le Forum économique mondial vient justement de déclarer que les retombées du coronavirus seront pires pour les femmes, car elles sont en première ligne dans la lutte contre la maladie. Sans oublier qu'elles

elles doivent se débrouiller contre la maladie. Sans oublier qu'elles effectuent déjà trois fois plus de soins non rémunérés que les hommes... On ne doit pas faire fi de cette réalité!»

Ainsi, ces constats n'ont rien de nouveau pour vous. C'est une situation déjà inégalitaire, qui peut s'aggraver rapidement...

« Bien sûr. Ce n'est pas neuf pour les féministes, mais cette situation révèle la présence massive des femmes dans des tâches et des secteurs fondamentaux pour la société, dans leur métier et au-delà des métiers, dans leur quotidien, parce qu'elles sont des femmes. Or, quand on regarde les plateaux TV le soir, en ce moment, ce sont beaucoup d'hommes qui prennent la parole sur cette crise du coronavirus...

Nous demandons donc aux différents gouvernements, dans l'urgence, de s'arrêter sur certaines mesures à mettre en œuvre. Mais nous souhaitons aussi attirer leur attention pour que le confinement et ses impacts ne portent pas préjudice à terme aux droits acquis des femmes— et pour que les pertes de droits, s'il y en a, puissent être compensées. Nous restons disponibles pour réfléchir à ces mesures. »

Qu'avez-vous déjà mis en place à votre niveau?

Quel suivi allez-vous donner à cette interpellation?

« Il y a surtout le maintien du contact avec les femmes : des permanences téléphoniques ont été organisées à partir des régions, nous avons élargi nos permanences sociales et juridiques pour qu'elles soient accessibles par téléphone. Il y a aussi beaucoup de démarches de solidarité que les femmes mettent en place : via les réseaux sociaux, via la confection de masques pour se solidariser avec le personnel soignant... De multiples initiatives sont en train de se développer un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, parfois avec d'autres organisations...

personnel soignant... De multiples initiatives sont en train de se développer un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, parfois avec d'autres organisations...

Notre premier métier est le travail de proximité : ce qui se passe aujourd'hui est inédit. Nous devons être créatives. Mais sans ce travail collectif de terrain qui est notre raison d'être, nous n'aurions pas pu

rebondir aussi rapidement, rester proches
des femmes, entendre leurs réalités et leurs
besoins et être en même temps sur le front
politique. Nous restons sur les mêmes
vigilances, nous soutenons les femmes sur leurs droits, mais d'une autre manière. »

« Nous avons déjà dit aux membres des cabinets ministériels que nous allions leur transmettre nos revendications – même si ce n'est pas évident de s'organiser pour travailler ensemble avec le confinement... Nous sentons une écoute et une attention

de la part des ministres, avec lesquelles nous avons déjà dialogué pour les alerter. »